

Les subsides

pour que le ministre ait davantage de poids vis-à-vis des représentants de la haute finance, comme le ministre des Finances (M. Wilson) et des représentants de la grosse entreprise, qui ne se soucient guère de la petite exploitation agricole familiale, de se battre avec nous pour amener le gouvernement à transformer les beaux discours qu'il tenait pour obtenir le vote des agriculteurs en priorités bien réelles. Si le gouvernement n'agit pas, les circonscriptions et les cantons de tout l'Ontario qui ont voté massivement conservateur il y a 13 mois à peine verront bientôt déferler sur leur territoire la révolte rurale qui gronde dans ma circonscription. En un mois et demi, la section du Syndicat national des cultivateurs du comté d'Essex a éclaté d'une vie nouvelle. Plus de 400 membres des familles d'agriculteurs s'y sont affiliés depuis deux mois. Ce mouvement se répand dans tout l'Ontario.

La pétition que j'ai présentée ce matin à la Chambre est attribuable à l'initiative de ce groupe d'agriculteurs militants du comté d'Essex. Ils ont établi des têtes de pont dans toute la province et dans toutes les villes, villages et localités que j'ai énumérées dans ma pétition. Ils ont recruté des milliers de personnes pour protester contre la trahison dont les régions rurales de l'Ontario s'estiment victimes de la part du gouvernement.

Ces agriculteurs nous adressent un triple message. Premièrement, ils veulent qu'on établisse des commissions judiciaires de révision de l'endettement des agriculteurs canadiens pour les protéger. Deuxièmement, ils réclament des mesures d'urgence afin de pouvoir obtenir la parité des prix pour les produits agricoles. Ce n'est pas chose facile. Cela exigera une analyse prudente. La Chambre a accepté unanimement en avril dernier de saisir le comité permanent de l'agriculture d'une mesure visant à approfondir cette idée mais la mesure est demeurée sans suite. Les agriculteurs de mon comté et ceux avec lesquels ils sont en communication dans toute la province en ont assez. Ils veulent des décisions et aussi pouvoir compter sur des meilleurs prix pour les produits agricoles. Ils ne demandent pas la charité. Ils veulent seulement obtenir un prix équitable pour leurs produits. Enfin, ils veulent que la stratégie commerciale que le gouvernement tente d'amorcer avec les États-Unis protège les agriculteurs canadiens au lieu de les exposer à la concurrence déloyale des États-Unis. Ils estiment—et je crois qu'ils ont absolument raison de le dire—qu'en s'ouvrant complètement au marché américain, où l'assistance agricole est beaucoup plus généreuse qu'ici, nous allons encore une fois faire de l'agriculteur canadien la victime plutôt que le bénéficiaire de la politique économique. Ils veulent une stratégie commerciale qui nous assure une juste part des marchés américains et nous permette d'y vendre nos produits sans que d'injustes institutions agricoles américaines viennent nous couper l'herbe sous le pied chaque fois que nous gagnons un peu de terrain.

Je conclus mes observations sur un avertissement. L'opposition va continuer à proposer des motions demandant que l'on prenne d'urgence des mesures. Toutefois, si le gouvernement ne fait rien, il en subira les conséquences aux prochaines élections par la perte d'un nombre catastrophique de circonscriptions d'un bout à l'autre de l'Ontario, de l'Ouest, et, je crois bien, du Québec. Nous comptons qu'après avoir défendu à la Chambre des communes les intérêts des agriculteurs canadiens, nous deviendrons les porte-parole de ces derniers au lendemain des prochaines élections. C'est nous qui obtiendrons

justice pour eux. C'est nous qui dénoncerons la trahison non seulement du gouvernement actuel mais du gouvernement libéral précédent, trahison qui compromet grandement l'avenir de notre collectivité agricole.

[Français]

M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe): Monsieur le Président, de mon côté, je suis extrêmement heureux d'avoir la possibilité d'exprimer mon point de vue sur la motion qui a été déposée par notre leader.

Dans un premier temps, avec votre permission, monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion qui m'est offerte pour apporter une correction à la question que je posais au ministre de l'Agriculture (M. Wise) où je lui disais qu'il avait dit devant le Comité de l'agriculture, et non pas devant le Comité de la justice et des questions juridiques, que la politique laitière serait rendue publique à compter du début d'août.

Je ferme maintenant la parenthèse pour revenir sur la motion à l'étude à la Chambre. Il est étonnant, monsieur le Président, chaque fois qu'une question est débattue en cette enceinte, d'entendre une multitude de répétitions où l'on dit, à peu près sur tous les sujets, tous les points de vue, sur tous les débats: Écoutez, l'intérêt a baissé, a chuté d'une façon radicale, c'est grâce à nos efforts, c'est grâce à nos énergies. L'inflation est stabilisée, c'est encore là grâce aux mesures que nous avons mises de l'avant.

Et quand il s'agit de discuter d'aspects plus sombres, de problèmes très graves, de situations extrêmement sérieuses, le blâme, les responsables sont apparemment l'administration qui les a précédés.

Alors, dans cette même enceinte hier, nous avons l'occasion d'entendre une personne qui, à mon avis, est un véritable expert, nous dire que le dépôt d'un budget... avant de se traduire par des emplois, avant d'avoir des effets, des conséquences sur les taux d'intérêt, il doit s'écouler plus de... tout près de deux ans. Alors, ce gouvernement qui est devant nous, qui est en place seulement depuis 13 mois et qui nous affirme, qui nous répète, qui nous talonne... comme étant les auteurs des aspects qui vont bien, et nous, comme étant les responsables des aspects qui vont mal...

J'étais très surpris tout à l'heure d'entendre le ministre de l'Agriculture (M. Wise) nous dire: Écoutez, après 13 mois d'administration, on a 12 promesses sur 14 de respectées, de remplies, d'exécutées. Dans son évaluation, il ne resterait que deux promesses non respectées, non remplies.

● (1640)

Un peu plus tard, son collègue mentionnait que le ministre de l'Agriculture (M. Wise) avait à son actif 122 réalisations, et ce en l'espace de 13 mois. Cela, c'est que ce que le gouvernement, les ministériels nous disent, c'est ce qu'ils voudraient nous faire croire, monsieur le Président. A mon avis, cela m'apparaît tout simplement aberrant, odieux et ne correspondant absolument pas à la réalité. Je pense que pour en faire la preuve de la façon la plus éloquente qui soit, la plus percutante qui soit, j'utiliserai ce qui m'apparaît être le moyen de communiquer, l'outil, l'instrument qui, à mon sens, représente le mieux les intérêts des agriculteurs et spécifiquement au Québec. Je fais évidemment référence à *La terre de chez nous*. *La terre de chez nous* qui, par hasard, dans l'édition du 22 août, présentait ce qu'ils ont appelé dans les circonstances: «Les conservateurs: un bilan»—trois chapitres, trois colonnes—«Ce